



Patronato de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

La presente colección bibliográfica digital está sujeta a la legislación española sobre propiedad intelectual.

De acuerdo con lo establecido en la legislación vigente su utilización será exclusivamente con fines de estudio e investigación científica; en consecuencia, no podrán ser objeto de utilización colectiva ni lucrativa ni ser depositadas en centros públicos que las destinen a otros fines.

En las citas o referencias a los fondos incluidos en la investigación deberá mencionarse que los mismos proceden de la Biblioteca del Patronato de la Alhambra y Generalife y, además, hacer mención expresa del enlace permanente en Internet.

El investigador que utilice los citados fondos está obligado a hacer donación de un ejemplar a la Biblioteca del Patronato de la Alhambra y Generalife del estudio o trabajo de investigación realizado.

This bibliographic digital collection is subject to Spanish intellectual property Law. In accordance with current legislation, its use is solely for purposes of study and scientific research. Collective use, profit, and deposit of the materials in public centers intended for non-academic or study purposes is expressly prohibited.

Excerpts and references should be cited as being from the Library of the Patronato of the Alhambra and Generalife, and a stable URL should be included in the citation.

We kindly request that a copy of any publications resulting from said research be donated to the Library of the Patronato of the Alhambra and Generalife for the use of future students and researchers.

***Biblioteca del Patronato de la Alhambra y Generalife
C / Real de la Alhambra S/N . Edificio Nuevos Museos
18009 GRANADA (ESPAÑA)***

+ 34 958 02 79 45

biblioteca.pag@juntadeandalucia.es

L'ESPAGNE
MODERNE

M. RATAZZI

PARIS 1879

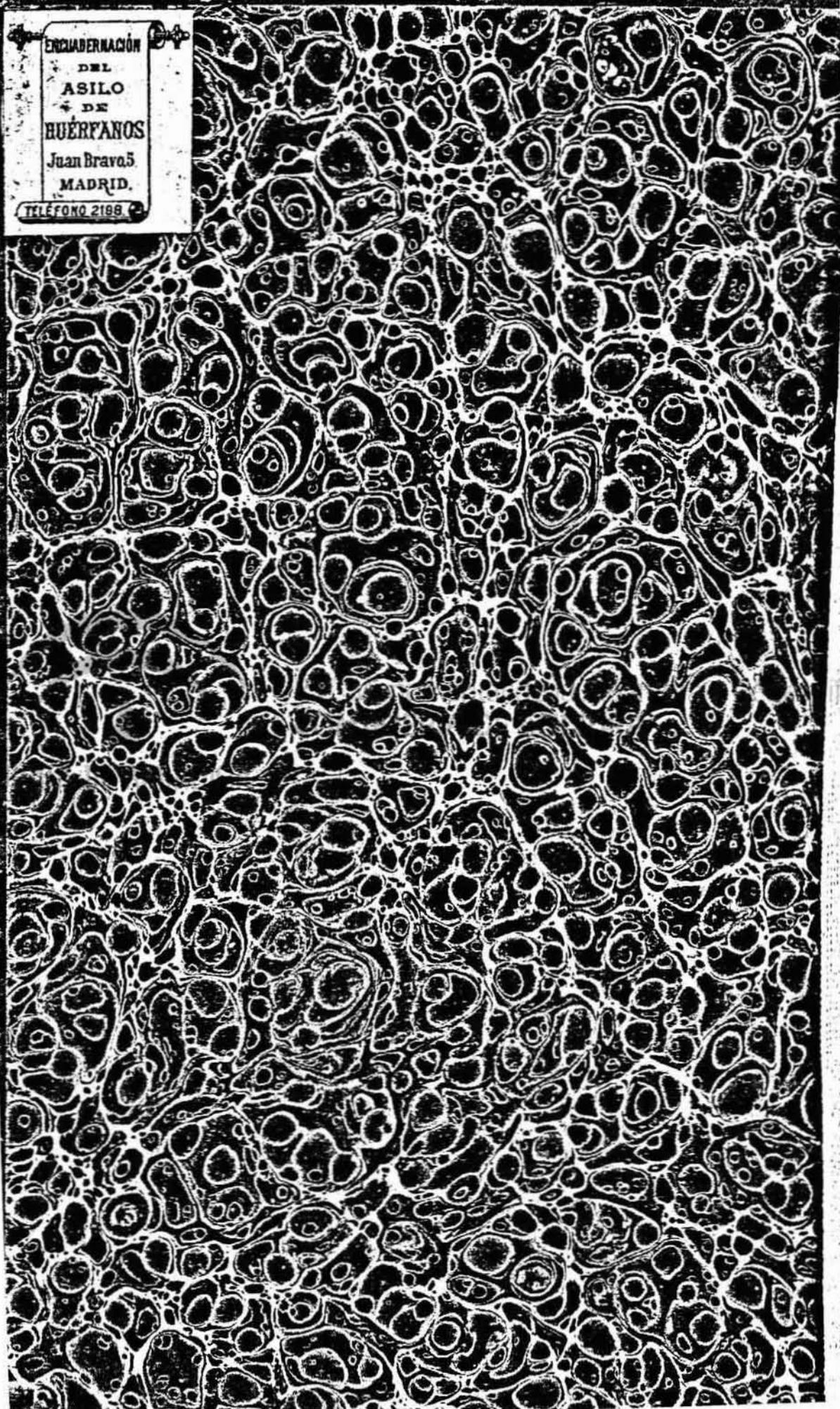
A-117
B.P.A.G.

ENCUADERNACIÓN

DEL
ASILO
DE
HUÉRFANOS

Juan Bravo.5
MADRID.

TÉLEFONO 2199



BIBLIOTECA DE
LA ALHAMBRA

Est.

A-4

Tabl.

1

N.º

7



JUNTA DE ANDALUCÍA

P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

L'ESPAGNE MODERNE



JUNTA DE ANDALUCIA

P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

LIBRAIRIE DE E. DENTU, ÉDITEUR

EN PRÉPARATION

DU MÊME AUTEUR

RATTAZZI ET SON TEMPS

IMPRIMERIE D. BARDIN, A SAINT-GERMAIN

De la part de l'auteur.

Mme Rattazzi

L'ESPAGNE

MODERNE

PAR

M^{ME} RATTAZZI



Donativo de Sr. Conde de
Romanones á la Biblioteca
de la Alhámbrá. 1908

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

L'BRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

PALAIS-ROYAL, 15-17-19, GALERIE D'ORLÉANS

1879

Tous droits réservés.

R 194

L'ESPAGNE

I

COUP D'ŒIL HISTORIQUE

L'Espagne vient de traverser l'une des crises les plus graves de son histoire, durant laquelle le patriotisme de ses fils a été mis à une épreuve redoutable. La révolution de septembre 1868 sera une date mémorable dans l'histoire de cette nation si attachée à ses libertés, qui, après soixante ans de révolutions et trois siècles d'absolutisme, conserve encore intacte la tradition de ses premières Cortès, son caractère fier et indépendant, le sentiment inné de ses droits et des garanties du citoyen qu'elle considère comme étant la base, l'essence même, pour ainsi dire, de la vie de l'État.

Nous devons limiter nécessairement notre aperçu historique aux faits principaux advenus à cette date,

ou qui en ont été la conséquence. Il serait oiseux et inutile, pour le plus grand nombre de nos lecteurs, de faire passer sous leurs yeux le long cortège des comparses qui ont joué un rôle quelconque dans les événements qui ont évidemment exercé une influence sur eux, mais qui ont disparu de la scène politique sans y laisser leur trace.

La révolution de 1868, qui détrôna la reine Isabelle, fut la protestation la plus vive du peuple espagnol contre le gouvernement personnel, l'intolérance religieuse et l'oubli des droits acquis et revendiqués par les peuples voisins moins préparés cependant que l'Espagne pour un régime franchement constitutionnel.

Quels que soient les motifs qui poussèrent la reine à s'engager dans le chemin de la réaction et à oublier en un instant tous les services dont la monarchie était redevable au parti libéral, nous devons les respecter, nous qui connaissons la générosité, la bonté de cette femme aussi malheureuse que calomniée; il nous est impossible de mettre en doute la loyauté de ses intentions et l'élévation de ses sentiments; il est évident que la rectitude habituelle de son jugement lui fit défaut à un moment donné; qu'elle ne vit pas la lassitude du peuple, qu'elle ne se rendit pas compte qu'on ne pouvait conjurer la révolution qui s'avavançait à pas de géants qu'en donnant la main à tous les partis libéraux et qu'en

sacrifiant courageusement quelques doctrines vieilles, quelques affections condamnées, pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé, en réunissant tous les efforts communs.

A ce moment, le camp monarchique était divisé entre les modérés, les unionistes, les progressistes et les démocrates. Ces derniers hésitaient entre la monarchie et la république, les uns attachés au parti progressiste, les autres donnant à leur idéal la forme de la république. Le trône avait limité ses prérogatives au choix des cabinets soit modérés, soit unionistes. Les progressistes et les démocrates, qui avaient été éloignés dès 1856 des conseils de la couronne, voyaient chaque jour leur mécontentement s'accroître; le dépit et la passion se mêlant à l'esprit de parti, un nouveau champ était ouvert à la propagande anti-bourbonienne : Olozaga et ses amis profitèrent habilement du travail souterrain qui se faisait parmi ces âmes aigries et ils en étaient arrivés à altérer complètement en 1865 le sentiment dynastique chez les progressistes. Tout cela avait amené les tentatives révolutionnaires de juin 1866 et de janvier 1867 qui aboutirent enfin en septembre 1868, grâce à l'aide puissant apporté à ceux-ci par les unionistes sortis du ministère en 1866 au moment où ils avaient vaincu l'insurrection la plus forte qui se soit vue dans les rues de Madrid, profondément dégoûtés de la politique ultramontaine que

soutenait la couronne, et engagés dans la voie de la révolution, après la mort de l'illustre duc de Tétuan, un des plus notables hommes d'État de l'Espagne, qui avait défendu le trône avec une politique libérale et avait acquis une nouvelle gloire, en Afrique, au drapeau espagnol. La persécution contre les plus célèbres députés du parti unioniste exilés aux Canaries; l'expulsion du président de la Chambre populaire, M. Rios Rosas, un des caractères les plus fortement trempés de l'Espagne moderne, mort en 1873, et celle du président du Sénat, le général Serrano, duc de la Torre, chef des unionistes après la mort d'O'Donnell, décida à la fin le parti libéral à chercher par la force la raison de son droit.

Unis et tous en bonne intelligence, les exilés de 1867, aidés du général Prim, qui fut l'âme de la révolution, préparèrent le plus enthousiaste mouvement que l'Europe ait jamais vu. La bataille d'Alcolea engloutit le trône d'Isabelle II, faiblement défendu contre la coalition libérale qui disposait de nombreuses forces navales et militaires; malheureusement cette cause généreuse reposait sur des éléments matériels au lieu de s'appuyer sur les convictions et de chercher le triomphe par des moyens pacifiques et des procédés légaux, qui avaient rendu impossible le dernier ministère de la reine Isabelle.

La famille royale éloignée du territoire espagnol

et la révolution, à laquelle avaient pris part toutes les fractions libérales, triomphant, on établit à Madrid un gouvernement provisoire présidé par le duc de la Torre, et le général Prim y prit le ministère de la guerre.

Homme de sentiment plutôt que de raison, Prim montra, pendant le court espace de temps qu'il occupa le pouvoir, de grandes aptitudes d'homme d'État et un oubli personnel peu commun chez les autres chefs de révolution.

L'Europe s'empressa de reconnaître le nouveau gouvernement, et cette reconnaissance, jointe à l'enthousiasme du pays, fut la parfaite sanction du mouvement qui avait éclaté en septembre.

Dès les premiers instants de la victoire, les partis triomphants se divisèrent le champ de l'opinion. L'active propagande des socialistes fit croître en peu de temps les forces du parti républicain assez bornées jusqu'alors ; et les passions démagogiques, excitées par l'issue de la révolution, donnèrent naissance à un parti peu aimé et encore moins connu auparavant : le parti fédéral, vite oublié des traditions unitaires de l'Espagne, et qui devait devenir en peu de temps le germe des plus grands maux et des plus graves troubles par lesquels la nation ait passé durant le cours de son histoire moderne. D'autre part, unionistes, progressistes et démocrates se coalisèrent pour s'opposer à l'influence

grandissante des républicains, et asseoir les bases d'une monarchie libérale qui arrêât le développement de ce parti et les tentatives de la réaction, toute prête à profiter des dissentiments survenus dans les rangs des libéraux.

On arriva enfin à promulguer la constitution de 1869; constitution favorable aux transactions, grande et généreuse, pleine de nobles concessions, qui fonda la monarchie sur des bases essentiellement démocratiques, en établissant toutes les libertés et tous les droits nécessaires. Toutes les grandes questions qui intéressent les États modernes : mariage civil, abolition de l'esclavage, liberté du commerce, remaniement des impôts, instruction populaire, constitution de l'Église, furent présentées à la tribune et débattues avec une indépendance dont on avait eu peu d'exemples. Cette constitution, une des plus libérales de l'Europe, était un coup mortel porté aux espérances des carlistes et des républicains. Aussi presque aussitôt les uns et les autres en appelèrent-ils aux armes ; plus de trente provinces étaient en feu. Mais l'armée, fidèle au parti unitaire progressiste que représentait l'alliance de Serrano et de Prim, parvint à triompher des insurgés en agissant par masses au lieu de se disséminer. La discorde éclata parmi les vainqueurs à propos des candidatures au trône vacant.

Nous ne rappellerons pas ici les péripéties de ce

débat; les passions du moment firent échouer la candidature du prince Alphonse, quoiqu'elle aurait dû être la préférée, et réunit les voix de ceux qui professent un respect inviolable pour le droit de la tradition et celle des défenseurs à *outrance* de la souveraineté nationale. Il nous suffit de rappeler que le général Prim évita au pays de nombreuses catastrophes avec sa politique de conciliation de tous les partis monarchistes et qu'il tâcha de consolider les libertés politiques en patronant la candidature de la maison de Savoie au trône, et faisant réussir celle d'Amédée I^{er}. De plus, il obtint par sa prudence et son énergie que l'union des partis conciliés servît d'obstacle aux aspirations insensées des absolutistes et des utopies des républicains fédéraux.

Malheureusement quelque temps après l'élection du nouveau roi, pendant qu'il cheminait vers sa nouvelle patrie, la démagogie, turbulente et vaincue, voulut venger sa déroute et décida l'assassinat du ministre de la guerre. Dans la nuit du 28 décembre 1870, Prim fut frappé par la main d'ennemis invisibles qui étaient en même temps ceux de leur patrie, et mourut deux jours après de ses blessures.

L'histoire rendra justice au général Prim qui, vaillamment aidé par l'amiral Topete, par Sagasta et d'autres, espérait arrêter le débordement des pas-

sions révolutionnaires et le développement du socialisme; il dressa une barrière infranchissable aux démagogues en apportant à toutes les solutions politiques un libéralisme éclairé et prudent, et il eût sans nul doute enrayé la révolution qui emporta dans son courant dévastateur institutions, trône, liberté, ordre, gouvernement, traditions, souvenirs et sentiments.

Chaque année, le 30 décembre, les hommes politiques de tous les partis, les amis, les coreligionnaires, des inconnus même se réunissent dans l'église d'Atocha, temple des gloires nationales, autour du magnifique sarcophage qui renferme les cendres du soldat mort pour la cause de l'ordre; nul ne peut refuser une larme à cette noble mémoire, et tous se rappellent avec émotion ce martyr qui surmonta tant de crises, écarta tant de dangers, et rêva tant de triomphes pour la liberté.

Dans la période comprise depuis la révolution de septembre jusqu'à la mort de Prim, divers hommes importants se firent connaître; plusieurs révélèrent les excellentes qualités que, peu de temps après, ils devaient utiliser au pouvoir, terrible pierre de touche de l'expérience, près de laquelle tant de réputations se sont brisées ou amoindries.

L'époque orageuse qui suivit la mort de Prim et qui fait partie du règne si pénible d'Amédée ne pouvait être que fatale aux hommes de la révolu-

tion, et il est impossible de trouver une autre époque et un autre pays dans lesquels tant d'hommes de mérite se soient, pour ainsi dire, gaspillés en pure perte; car bien restreint fut le nombre de ceux dont la popularité ne se démentit pas et qui ait survécu à de si nombreuses catastrophes.

L'arrivée du roi à Madrid coïncida avec la mort de l'illustre champion de la liberté. L'amiral Topete donna à cette occasion une grande preuve de patriotisme : quoique ayant voté pour le duc de Montpensier, il se mit aux ordres du roi accepté par les Cortès, et il occupa la présidence du conseil des ministres qui était vacante. Le maréchal Serrano résigna, avec le même désintéressement, les pouvoirs de chef d'État, et nous devons lui rendre cette justice qu'il administra avec la froide impartialité d'un monarque essentiellement constitutionnel.

L'homme qui avait mis un frein aux impatiences et aux ambitions des partis, et de ceux qui s'en croyaient les chefs, étant mort, il était difficile de continuer l'œuvre de conciliation que poursuivaient et défendaient avec fermeté Serrano, Topete et Sagasta. Les démocrates monarchistes Rivero, Martos, Moret et autres hommes distingués par leurs talents et par les services qu'ils avaient rendus, se crurent désormais, en 1871, assez forts pour rompre la concorde, qui était la base nécessaire du trône,

et jugèrent, sous l'impulsion de l'esprit de parti, que le moment était venu de se séparer et de former deux grands partis, alors que les nouvelles institutions n'avaient pas encore d'assises solides et étaient ébranlées par les assauts de la réaction et de la démagogie. Ils éveillèrent l'ambition de Ruiz Zorrilla, esprit plus passionné et enthousiaste que prudent et convaincu; ils mirent à contribution sa grande popularité parmi les masses et l'influence qu'il avait conservée sur une partie des anciens progressistes. On le nomma chef de ce parti *radical* qui réussit à rompre la conciliation patriotique des partis monarchistes de la Révolution.

Sagasta s'opposa de toutes forces à ce plan insensé, et la majorité de l'ancien parti progressiste s'unit plus étroitement encore à Serrano, à Topete et aux unionistes, posant les bases du grand parti constitutionnel qui eut une part si importante au rétablissement de l'ordre.

Cette scission fut l'arrêt de mort des anciens partis, surtout du progressiste, parti traditionnel de la liberté en Espagne, qui avait constamment défendu les principes de la révolution, qui incarnait en lui la démocratie sous la forme monarchique avec de prudentes restrictions. Sur les ruines de ce parti s'agitèrent les ombres seules de deux autres alors mal définis : celles du parti radical et du parti constitutionnel.

La popularité de Zorilla décida le roi Amédée à lui confier, en 1871, la formation d'un ministère qui ne dura que quelques mois, et qui tomba sous un vote de la Chambre, vers la fin de cette même année; Sagasta fut nommé président des Cortès contre Rivero, candidat du ministère et des radicaux.

Ce vote eut les plus tristes résultats pour la monarchie et l'ordre en Espagne. De cet instant naquirent les haines et les rancunes qui firent de Sagasta et de Zorilla des ennemis irréconciliables, qui creusèrent ainsi un abîme entre les deux partis presque réunis auparavant. Les radicaux se mirent à la recherche d'un appui solide et s'allièrent avec les républicains, les carlistes et tous les ennemis de la nouvelle dynastie. Des deux côtés, au reste, il y eut des torts, nous ne devons pas le dissimuler.

Les constitutionnels avaient trop hâté le moment de la lutte contre le ministère qui ne possédait plus qu'une faible popularité et dont ils devaient attendre la chute prévue avec calme et modération; les radicaux, furieux d'avoir été déçus, se répandaient en menaces, et, dans les réunions publiques, dans les manifestations politiques de tous genres, ils réclamaient la déchéance de la famille royale. Dans cette situation critique, le roi chargea Sagasta de former un autre cabinet, et on publia la convocation de nouvelles Cortès, qui se réunirent en

avril 1872. Durant les mois qui précédèrent les élections, les événements qui eurent lieu furent de telle importance que les conséquences s'en font encore sentir, et qu'il est difficile de prévoir quand les haines des partis s'apaiseront pour faire place à la concorde si nécessaire pour que les institutions s'enracinent.

La guerre civile dévastait l'île de Cuba; sur plusieurs points de la péninsule fumaient des ruines, et l'on voyait à chaque pas les horribles exploits de l'insurrection carliste ou républicaine, noyée dans le sang par les gouvernements antérieurs. On savait partout que les carlistes attendaient le moment des élections pour recommencer de nouveau la lutte, comme ils le firent en effet; et malgré tant et de si graves périls, les partis aveuglés se coalisèrent contre le cabinet, et l'opposition dynastique fit un pacte de destruction avec les républicains qui avaient déjà tenté de renverser violemment la monarchie, avec les carlistes qui avaient pris et allaient reprendre les armes contre la liberté et contre le roi constitutionnel, et avec les modérés qui essayaient de rétablir sur le trône la dynastie vaincue à Alcolea. Il est évident que cette coalition en vue des élections se faisait au détriment du trône et des institutions, pour le plus grand scandale du pays, à l'étonnement de l'Europe. Il est clair aussi que le gouvernement dut recourir à tous les moyens et ne

s'arrêter à aucun obstacle pour obtenir le triomphe des constitutionnels. Les élections eurent lieu le 2 avril 1872, et le gouvernement eut une grande majorité. Ce fut une nouvelle faute commune, la violence du pouvoir et de l'opposition !

Avant la fin des élections, l'insurrection carliste se montra toute-puissante en Navarre et dans les provinces basques. Le gouvernement envoya le duc de la Torre qui, dans une courte campagne, lui donna une dure leçon à Oroquieta et conclut un accommodement avantageux dans la convention d'Amorevieta. Il revint victorieux à Madrid occuper la présidence du conseil des ministres (22 mai), que Sagasta venait de perdre, malgré la majorité accordée à son ministère par les Cortès, dans une question qui devait encore créer des embarras à son parti.

Le nouveau cabinet dura trois semaines ; devant les menaces des radicaux, les nouvelles inquiétantes des provinces, le dérèglement de la presse au service de toutes les passions, la coalition des républicains, des carlistes et des radicaux, le maréchal Serrano crut devoir demander au roi la suspension des garanties constitutionnelles, ainsi que l'y autorisait la loi fondamentale ; la majorité était résolue à l'appuyer, ainsi qu'elle le déclara dans une réunion convoquée à cet effet au sénat ; le roi, guidé par ses sentiments libéraux, jugeant le péril moins grave

que ne le voyait son gouvernement, trompé par sa bonne foi sur la question des partis, refusa son consentement à la suspension des garanties. Le ministère présenta alors sa démission; les radicaux, en minorité à la chambre, furent appelés au pouvoir, et les Cortès furent dissoutes le 30 juin, avant même que le Congrès eût voté la réponse à l'adresse. Le parti constitutionnel expliqua sa conduite au pays dans un manifeste célèbre, un des plus énergiques documents qu'ait jamais rédigés Ayala. Dès ce jour on put prévoir que la dynastie de Savoie ne tarderait pas à tomber. :

Le nouveau ministère, présidé par Ruiz Zorilla, convoqua de nouveau les comices pour le 24 août de la même année; par haine contre les constitutionnels, Zorilla fit alliance avec les républicains, qui lui promirent leur appui. Le parti vaincu n'eut que sept députés aux Cortès; était-il possible de gouverner de cette manière, et des parlements formés avec tant de passion pouvaient-ils jouer un rôle pacifique? Les chefs conservateurs, les hommes les plus éminents de l'Espagne, Sagasta, Rios Rosas, Serrano, Canovas, Alonso Martinez, n'avaient pu obtenir un siège à la Chambre; seuls, Romero Ortiz et Ulloa, appuyés par un petit groupe, purent se faire l'écho des aspirations conservatrices du pays libéral et riposter aux attaques que la gauche et la droite dirigeaient contre leurs idées, souvent avec

mauvaise foi. Et encore ces quelques représentants durent-ils quitter la Chambre, contraints par une question d'honneur touchant leur parti : l'accusation absurde portée contre le ministère Sagasta d'avoir détourné deux millions de réaux pour des dépenses secrètes qui n'avaient pas été ordonnancées légalement. La Chambre, qui avait pris en considération la proposition de mise en accusation, refusait cependant d'entendre les députés constitutionnels qui demandaient une enquête afin de connaître la vérité. On offrait par là des armes à la malveillance et à la haine qu'on montrait contre Sagasta et ses collègues, coupables seulement, au dire de leurs plus grands ennemis, d'avoir négligé certaines formalités administratives.

Le parti constitutionnel répondit à l'agression par un acte solennel : les ex-sénateurs et les ex-députés de la Chambre dissoute approuvèrent et adoptèrent à l'unanimité une proposition sous forme de lettre aux ministres accusés, par laquelle le parti en masse voulait être solidaire de leur conduite et rendait hommage à leur désintéressement et au patriotisme avec lequel ils avaient géré le pouvoir. Ce fut un spectacle vraiment imposant quand la commission, dont Serrano, Topete, Rios Rosas, etc., étaient membres, présenta à M. Sagasta le message de son parti. Les discours que prononcèrent en cette circonstance Serrano et Sagasta

furent les véritables prophéties des malheurs qui allaient fondre sur le pays. La politique du parti radical ralluma la guerre carliste terminée à Amorevieta, exalta les passions des démagogues, excita les républicains, qui prévoyaient leur prochain triomphe, occasionna l'indiscipline des armées par la dissolution du corps d'artillerie, et laissa le trône sans soutien à la veille d'une crise imminente, et maintint loin de la couronne les constitutionnels accusés de malversation, soupçonnés même d'avoir pris part à la tentative de régicide du 18 juillet.

Ainsi se préparait la ruine du trône et des institutions ; les républicains touchaient au pouvoir, et Amédée se trouva dans l'alternative ou de refuser le sanctionnement du décret de dissolution du corps d'artillerie, ou d'abdiquer. Il se résolut à ce dernier parti, et l'annonça aux Cortès dans un message plein de nobles sentiments. Trois jours plus tard, le 14 février 1873, il s'éloignait de Madrid, en compagnie de sa femme et de ses enfants.

Malgré la défense expresse de la constitution, le Sénat et le Congrès se réunirent en une seule Chambre, qui prit le nom d'Assemblée nationale ; on décréta la république comme forme de gouvernement, en dépit de la faible protestation de quelques députés, et l'on eut le triste spectacle de voir, le soir même, comme ministres de la nouvelle république, les conseillers responsables du roi Amédée.

Mais les masses ont une logique inexorable, et la logique des masses républicaines empêchait les monarchistes de la veille d'organiser les pouvoirs de la république et les poussait au déploiement de leur fameux programme.

Les socialistes, de leur côté, ne s'attachaient qu'à ceux qui partageaient leurs illusions, et demandaient la fédération et le socialisme. L'impulsion venait d'en bas, et l'avalanche qui balaya les partis conservateurs et qui avait entraîné si rapidement dans sa course la monarchie, devait surmonter toutes les résistances. Les rouges exigeaient dans leurs réunions que la république appartînt aux seuls républicains. Le parti radical, qui avait abandonné le trône sans défense, était déjà regardé comme réactionnaire. Le 23 avril, ce parti qui comptait sur la commission permanente de l'Assemblée et sur les conservateurs, tenta un coup d'État pour donner la dictature au duc de la Torre et sauver la république des atteintes des républicains. Le complot échoua par la maladresse des uns et la trahison des autres ; le peuple s'ameuta, envahit le palais de l'Assemblée, et dispersa les membres de la commission, entre autres Becerra, Echegaray, Figuerola et Sardoal, qui sauvèrent leur vie miraculeusement.

Les hommes les plus importants des partis monarchiques s'enfuirent en France ; c'est à la frontière qu'on commença à combiner les plans de recons-

truction tandis que la guerre carliste se rallumait dans la péninsule ibérique. De cette époque, de mémoire néfaste, où, en peu de mois, on passa d'un gouvernement organisé à l'anarchie la plus violente, conséquence de la dissolution de l'armée, des insurrections de Carthagène, de Séville, de Malaga, ainsi que des massacres d'Alcoy, il reste peu de noms sans tache ; seuls, Salmeron et Castelar surent conserver une popularité relative parmi les classes aisées, le premier par le respect constant dont il entoura le pouvoir judiciaire, en maintenant son ancienne organisation ; le second, par son noble et courageux retour sur ses convictions premières, unique moyen d'arriver à reconstituer sur de nouvelles bases l'édifice social, et de rassembler des forces en état de combattre l'absolutisme armé et la démagogie irritée de voir que ses chefs d'hier étaient devenus ses ennemis le lendemain de leur arrivée au pouvoir.

Tous ces républicains de la veille, en effet, des qu'ils se virent aux prises avec les difficultés pratiques et les besoins sans cesse renaissants de l'administration, furent forcés de rejeter dans l'oubli leurs idées favorites et leur programme d'organisation politique et sociale sur des bases fédératives : ou plutôt le temps avait passé trop rapidement sur les institutions monarchiques, et les républicains furent portés au pouvoir avant de s'être rendu

compte que l'heure du triomphe avait sonné. Mis en demeure de mettre à exécution leurs promesses ou de gouverner suivant les anciens errements, les uns préférèrent, comme le malheureux Figueras ou le savant Pi y Margall, être conséquents avec leurs doctrines et tenter de rendre pratiques leurs chimères, ce qui amena des excès commis par des sectaires fanatiques; les autres, comme Salmeron et surtout Castelar, bravèrent l'opinion de leurs coreligionnaires de la veille et firent, sans hésiter, les concessions nécessaires aux conservateurs, ce qui leur valut les reproches et les insultes des démagogues, mais ce qui fera leur gloire impérissable dans l'histoire. Elle tiendra sans doute compte de l'abnégation et du dévouement absolu de cet homme d'État qui sacrifia ses rêves, ses convictions arrêtées, le triomphe de la république à la nécessité de rétablir les principes d'autorité, de maintenir l'ordre, de combattre l'anarchie à tous prix et par tous les moyens, de rassembler toutes ses forces pour réorganiser l'armée indisciplinée, combattre les carlistes et lutter même contre ses amis de la veille, qui venaient de s'emparer de la place forte de Carthagène et d'y arborer le drapeau rouge, tandis que, d'un autre côté, de nouveaux sectaires prenaient les plus beaux navires de la marine espagnole, appelaient à leur aide les révolutionnaires de tous les pays, et laissaient, tous enfin,

dans l'histoire nationale une page qui serait un titre de gloire si cette longue résistance des démagogues, abrités sous les forts de Carthagène, eût été déployée contre les ennemis de la patrie au lieu de servir contre des frères, défenseurs de l'ordre et de l'honneur du pays.

La dictature de Castelar, pendant les vacances parlementaires, devait finir le 2 janvier 1874, jour de la réouverture des Cortès; toutes les opinions pacifiques s'étaient rangées autour de lui. Les partis monarchiques mêmes, dont les chefs s'étaient réunis à Biarritz, avaient offert leur concours au gouvernement qui venait d'organiser le corps d'artillerie, dissous par le dernier ministère d'Amédée, et qui recommençait l'œuvre de reconstruction. Malheureusement, les députés fédéraux n'étaient pas à l'unisson de l'opinion publique; les ambitions et l'aveuglement fermaient les yeux des législateurs; aussi, tout le mois de décembre 1873 se passa-t-il en intrigues ayant pour but d'obliger Castelar de quitter le pouvoir, afin de faire cesser la politique d'attraction des anciens partis monarchiques. Sur ces entrefaites les conservateurs de tous les partis se concertaient, agissaient sur les députés qui allaient décider du sort de l'Espagne, et se préparaient, eux-mêmes, à agir de force si les bons conseils ne ramenaient pas une grande majorité à l'appui de la politique de Castelar. Il suffit

de lire la presse conservatrice de novembre et décembre 1873, pour être convaincu qu'on respirait dans l'air la réaction contre les tendances radicales et fédératives de la Chambre.

Le 2 janvier on ouvrit la session : la séance dura toute la journée et se prolongea durant la nuit. Madrid, tout Madrid, prenait part à l'anxiété des hommes politiques qui attendaient le résultat de la discussion. Le soir, tout le monde était déjà sûr de la déroute parlementaire de Castelar et de la prochaine nomination d'un ministère de centre, lié à l'extrême gauche. Castelar fut sublime, ce soir-là, d'éloquence et d'énergie ; il rompit courageusement avec ses anciennes idées, brava l'impopularité des républicains ardents, mit en pièces, avec une verve pleine de feu, le projet de constitution fédérative, exprima le désir de rallier les conservateurs à sa politique, oublia tous les écarts de sa jeunesse : le véritable homme d'État apparut qui dominait le poète, l'ancien sectaire ; il fut prophète ; il prédit l'avenir ; tout fut inutile, la majorité l'avait abandonné, se rapprochait de la gauche et les suffrages donnés par l'aveuglement firent échouer la seule solution légale, compatible avec l'opinion du pays. Lorsque le général Pavia apprit, le 3 janvier au matin, la déroute de Castelar, il se fit l'intermédiaire du désir de tous les hommes d'ordre et s'armant de son titre de capi-

taine-général de la Nouvelle-Castille, il fit sortir la garnison de Madrid silencieusement, entourer le palais de l'Assemblée et en chassa les députés au nom de la cause de l'ordre qui était aussi la cause nationale. Ce coup d'État ferma la période de la constitution fédérale et ouvrit une nouvelle ère à la république espagnole.

La situation qu'amena la dissolution de la Chambre était le commencement de la réaction : il était facile d'en prévoir le dénouement ; il n'y avait pas moyen d'établir immédiatement d'autre gouvernement que celui de la dictature, et les républicains, même Castelar, refusant de prendre part au gouvernement nouveau, le général Pavia limita son rôle à constituer un ministère national, réunissant, sous la présidence du maréchal Serrano, les hommes éminents de tous les partis monarchiques, leur imposant, pour unique condition, de respecter la forme établie et réduisant le coup d'État à la réorganisation d'un gouvernement républicain, appuyé par tous les conservateurs.

Malheureusement les alphonsistes ne voulurent pas s'associer à cette œuvre nationale ; les républicains (hors Garcia Ruiz), protestèrent contre la formation de ce gouvernement, et la conciliation fut réduite aux deux partis les plus irréconciliables à ce moment : c'est-à-dire le parti constitutionnel de Sagasta, et le parti radical de M. Martos, dont on

n'avait pas oublié la mauvaise influence sur l'indiscipline survenue dans les rangs de l'armée. Malgré cet antagonisme, on réussit à grouper des forces puissantes; Carthagène fut reprise, l'administration commença à s'organiser, le ministère de conciliation traîna jusqu'au mois de mai, après la libération de Bilbao, assiégé par les carlistes qui avaient vu grossir leurs rangs dans ces temps d'anarchie et de détresse nationale. Le duc de La Torre, lequel, aidé du maréchal Concha, avait mené à bout cette difficile entreprise, eut la conviction qu'il était impossible de continuer l'œuvre de reconstruction, sans l'homogénéité dans le ministère. Le général Zavala, ministre de la guerre, fut chargé de la présidence; Sagasta, qui était aux affaires étrangères, passa au ministère de l'intérieur, laissant sa place à Ulloa; le portefeuille des finances fut rendu à M. Camacho; d'autres hommes, du même parti constitutionnel, occupèrent les autres départements. C'est de ce ministère et du suivant, constitués en septembre, sous la présidence de Sagasta, que date toute l'importance du mouvement de réorganisation des forces du pays : forces militaires, ordre public, finances, entretien de l'armée, vigoureuses attaques des ennemis en armes, et mesures énergiques contre tous ceux qui favorisaient la cause carliste. Sans le soulèvement du général Martinez Campos et la proclamation soudaine du

roi Alphonse, le dernier ministère du duc de La Torre, présidé par M. Sagasta, aurait réussi à terminer son œuvre comme il l'avait commencé, et la réunion des Cortès aurait couronné la fin de la guerre carliste.

Le roi Alphonse XII serait venu avec les lauriers de la victoire sans avoir la responsabilité d'une dictature poussée peut-être trop loin.

Lorsque les généraux Martinez Campos et Jovellar firent la proclamation du roi Alphonse, les opérations sur une grande échelle allaient commencer; au nord le maréchal Serrano commandait le mouvement, on était devant une armée carliste nombreuse, et le chef de l'État et son ministère furent d'accord de ne pas négliger un mouvement qui était opportun, accueilli avec sympathie par l'armée qu'il fallait à tout prix maintenir unie. Ce ne fut donc pas manque d'éléments, mais la conscience absolue du patriotisme qui empêcha le ministère Sagasta d'étouffer dans le sang, le mouvement d'insurrection et mettre ainsi l'armée de la liberté divisée en face de l'armée carliste et de la démagogie, attendant l'occasion de se montrer. Le roi fut proclamé le 29 décembre 1874, un ministère se forma le 30, sous la présidence de M. Canovas, et aussitôt après, le 10 janvier, Alphonse XII entra en Espagne.

L'étude de la situation du pays depuis lors, de

l'état de ses partis et des espérances qu'on peut concevoir pour l'avenir seront exposés dans un autre chapitre.



P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

II

LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Pour bien comprendre l'état actuel de l'Espagne, il faut se rappeler quelle fut l'attitude des partis et leur œuvre en 1874, ainsi que le rôle de ceux qui composaient les différents cabinets depuis le coup d'État du 3 janvier, c'est-à-dire, celui qu'ils jouèrent dans l'œuvre de reconstruction, particulièrement le parti constitutionnel, le seul qui soit resté debout, organisé et actif après la restauration, en face du parti alphonstiste de la veille et des fractions républicaines de toutes les nuances.

Les ennemis de l'Espagne se montraient en décembre 1873 plus excités que jamais, les carlistes dominaient au nord et en Catalogne, ils s'étendaient autour de Valence, ils envahissaient la Manche, s'agitaient dans toute la Castille, ils levaient les drapeaux en Aragon, au berceau même des libertés traditionnelles de l'Espagne, et osaient rêver la victoire, enfin, tout conspirait à laisser croire

qu'ils parviendraient à diviser le territoire et changeraient les frontières; remarquant quelle était la faiblesse du gouvernement et la dispersion des forces libérales, les absolutistes se concentraient. et dans les derniers mois de la domination fédérale en étaient arrivés à une organisation puissante et vigoureuse, à une discipline admirable, forces si grandes qu'elles produisirent un effroi général dans toute l'Espagne libérale, quand le ministère du 3 janvier voulut les briser sans avoir eu encore le temps de couronner l'œuvre difficile de la reconstitution nationale.

D'autre part, la démagogie se soutenait avec des efforts qui eussent été héroïques, appliqués à la défense de l'honneur et de la liberté de la patrie, se fortifiait et luttait avec le désespoir et le courage que donne ordinairement le soin de l'indépendance nationale; elle possédait dans Carthagène une forte place; l'escadre espagnole avait perdu un grand nombre de ses vaisseaux, alors au pouvoir des intransigeants; en maintes parties de l'Espagne les armes étaient aux mains des masses soulevées et les forces cantonalistes étaient pour la plupart au service des carlistes à des conditions stipulées et subordonnées à leur triomphe. Les dernières ressources de ce qui restait du trésor se dispersaient sans fruit, alors que la bonne volonté de Castelar et ses efforts pour le rétablissement de l'ordre, dignes de l'admi-

ration et du respect de tous, se consumaient contre la difficulté des moyens qui lui furent donnés à l'heure du repentir.

Une autre guerre civile faisait couler à torrents le sang de l'Espagne, et la République américaine cherchait à infliger à l'Espagne une nouvelle humiliation, les yeux fixés avec convoitise sur une partie de ce territoire qu'il fallait défendre avec autant de courage et d'abnégation que l'avaient fait jadis Gerona et Saragosse. Enfin, les Philippines elles-mêmes étaient menacées et préparaient de nouvelles complications. Les périls augmentaient, tout disparaissait rapidement : le crédit, l'armée, l'administration.

Au milieu de tant de malheurs, l'honneur espagnol semblait en danger et les débris de tant de ruines étaient la seule patrie abritée par le drapeau de la république.

N'oublions pas non plus l'état des forces morales du pays. Pas une des forces entre les éléments moraux de cohésion de l'Espagne n'était demeurée debout. La croyance religieuse avait déserté les cœurs ou s'était changée en stupide fanatisme. Ce saint enthousiasme qui soutenait les Espagnols dans tant de glorieux exploits avait succombé sous les coups du fanatisme ou de l'athéisme des tribuns de ce malheureux peuple trompé; oubliant les sentiments qui sont le nerf de leur histoire, ayant brisé

les liens de la religion nationale, les masses soulevées cherchaient à assouvir leurs passions dans la réalisation de doctrines utopiques, et contribuaient, croyants encore mais fanatisés, à accélérer le triomphe du carlisme. L'amour sincère de la liberté et de l'indépendance était profondément ébranlé; ceux qui avaient prêché l'anarchie et avaient travaillé à détruire la famille, à nier les saintes affections, la propriété et la patrie, avaient dispersé toute l'énergie vitale qui avait fait de l'Espagne, durant le cours du xvi^e siècle, la première parmi les nations et lui avait mérité une place exceptionnelle dans l'histoire des peuples; et des titres éternels à l'admiration de la postérité.

Les crimes, sans précédents dans son histoire, qui jetèrent l'opprobre sur cette triste période de ses malheurs, avaient effrayé les classes supérieures, et toutes les familles aisées émigraient en France ou en Italie. L'autorité n'avait plus de prestige: au sein même de l'Assemblée se tenaient les chefs de l'insurrection. La terreur s'était emparée de tous les cœurs et beaucoup, désespérant de l'avenir, ne voyaient plus de salut que dans l'excès du mal, dans l'intervention étrangère ou dans le triomphe de l'absolutisme.

Tous les liens moraux brisés ou violentés, la société espagnole marchait à grands pas à la division, au démembrement, à la dislocation, autant de mal-

heurs qui accablent les peuples oublieux de l'esprit qui anime leurs traditions et forme le nœud de leur histoire.

Ces forces morales qui s'étaient envolées, on pouvait encore les reconquérir en réagissant contre la ruine avec la force d'un bras dictatorial; on pouvait tout reprendre par un effort suprême qui eût tout transformé lentement mais avec énergie et constance pour rendre la vie à cette nation mourante; on pouvait enfin rétablir une autorité, mais une autorité concentrée et énergique.

En pareille situation, les hésitations dans la conduite des hommes politiques n'étaient pas possibles : l'histoire jugera ceux qui, au milieu de cette crise désespérée, se renfermèrent dans leur indifférence, et ne trouvèrent pas dans leur âme une résolution ou un moyen décisif. M. Canovas et les autres alphonsistes libéraux, appelés par le général Pavia avec les représentants des partis révolutionnaires pour constituer le gouvernement du 3 janvier 1874, se refusèrent à la gestion des affaires par la seule raison qu'on conservait la forme républicaine.

Il fallait s'inspirer de l'opinion nationale, rassembler tous les éléments d'ordre et assurer la tranquillité en se conciliant les volontés par la persuasion et l'expérience d'une gestion bienfaisante; il n'était pas du devoir des politiciens de se croiser les bras et de contempler l'agonie de la république parce que

la liberté et l'intégralité du territoire étaient alors fatalement liées à son existence.

Quand la généreuse initiative et le patriotique effort du général Pavia donnèrent satisfaction à la voix publique, sauvant la société des périls qu'elle courait, il mit dans la main des partis libéraux le bonheur de la patrie : alors commença la tâche pénible du parti constitutionnel, aujourd'hui couronnée par le succès.

On trouva bien peu d'éléments pour la reconstitution matérielle et morale de la patrie. Une armée indisciplinée qui se composait d'à peine 40,000 hommes, mal armés, mal vêtus, manquant de vivres et de munitions, maudissant la voix des chefs, était le seul obstacle que l'on pût opposer à la démagogie turbulente, et au carlisme dont l'organisation et la discipline s'étaient complétées lentement.

Peut-être trouvait-on un appui dans le pouvoir judiciaire qui, grâce à l'énergie de M. Salmeron, conservait encore quelque prestige, malgré son délabrement presque égal à celui des autres corps de la nation, délabrement qui paralysait sa vigueur au point d'arrêter les châtimens qu'il eût fallu infliger aux auteurs des crimes horribles d'Alcoy, de Montilla, de Malaga et d'autres cités ; ne parvenant pas par une action rapide à rétablir la confiance, à fortifier l'espérance de tous les bons citoyens.

Qui peut douter qu'avec de pareils moyens, le

gouvernement n'ait eu à subir des contre-temps et des revers ? Tout ceci prouve encore combien était grande la force acquise par les ennemis de l'ordre et de la liberté, et montre bien de quels maux on eût été assailli sans l'action vigoureusement énergique du gouvernement du duc de la Torre. Il serait peu sensé de croire que dès les premiers instants on arriva à effacer les traces de tant de désastres et que la fortune ait toujours été l'auxiliaire du patriotisme. Comment était-il possible de réédifier en quelques mois un édifice que l'on mit plus d'un an à renverser ?

Cependant ce gouvernement donna au premier ministre du roi Alphonse XII de tels éléments d'ordre et de puissance, de telles forces pour combattre, de tels moyens de tous genres, matériels et moraux, qu'il eût été presque impossible à d'autres gouvernements d'obtenir un semblable résultat en aussi peu de temps.

Le cantonalisme avait été vaincu à Carthagène, son dernier rempart ; l'insurrection fédérale avait été abattue, en Catalogne, en Castille, en Aragon, en Andalousie, partout où elle s'était montrée ; on reprenait les navires perdus par la marine nationale. Le crédit de nos finances se soutenait, et de nouveaux ou d'anciens impôts se recouvaient avec une énergie et un succès dignes d'éloges. Le nom de l'Espagne se relevait à l'étranger ; le gouvernement

avait été reconnu sans condition par tous les États, et de plus, le saint-siège se disposait à le reconnaître en termes plus favorables que ceux employés plus tard pour traiter avec le ministère Canovas. Les complications internationales disparaissaient. Les carlistes acculés pressentaient l'approche de leur déroute définitive, parce que les revers éprouvés, loin d'ébranler le gouvernement, contribuaient à accumuler de nouvelles forces et à pousser à des déterminations énergiques.

L'esprit public, jadis abattu, se relevait partout. Les tribunaux pouvaient, libres de toute entrave, rendre leurs arrêts lorsque le pouvoir dictatorial eut exilé les criminels auteurs de tant d'horribles assassinats et de tant d'incendies encore fumants, qui se flattaient de rester impunis, comme aussi les citoyens compromis dans des intrigues dangereuses, ou qui entravaient les progrès du cabinet par leurs menaces et leurs intrigues.

Les mesures, exagérées peut-être, du gouvernement du duc de la Torre firent envoyer aux Philippines plus de deux mille personnes, pour des motifs d'ordre public. Il faut cependant tenir compte de l'état du pays et de la nécessité où se trouvait le gouvernement de tout refaire. Cette rigueur, inexcusable dans des temps normaux, était devenue, dit-on, une raison d'État.

La confiance renaissait de toutes parts, et déjà se

dissipait l'attitude indifférente ou plutôt craintive des bons citoyens, le gouvernement se voyait enfin secondé dans la défense du territoire et dans sa lutte contre l'absolutisme. Ainsi les carlistes abandonnaient leurs positions dans des villages à eux, on trouvait une résistance héroïque dans la valeur des citoyens, et dans les efforts combinés de l'armée et des milices.

Grâce au réveil général, et surtout à la discipline que l'activité du gouvernement, continuant en cela les efforts du ministère Castelar, avaient introduit dans l'armée, on peut enregistrer dans l'histoire de l'Espagne, les noms de Teruel, d'Alcaniz, d'Amporta, de Les et de Puycerda, de Biblas, Orduna, de Valmaseda, de Pampelune et d'Irun; Vinaroz, Beteta et Cantavieja. Grâce à l'effort d'une armée réunie avec une activité et une célérité admirables, Ciudad-Real et Tolède, les Asturies et la Galice demeurèrent libres de factions, les opérations du centre marchaient avec rapidité, et si l'on subit quelques revers, la revanche ne se fit pas attendre.

Rappelons les succès obtenus dans la dernière levée de 1874, succès incontesté, par lequel le chiffre des soldats fut porté à 240,000, parfaitement disciplinés, armés, habillés, approvisionnés de vivres et de munitions, avec des ressources de tous genres, au moment où la marine florissait et comp-

tait entre ses nouveaux bâtiments les navires cuirassés de l'*Ebre* et du *Cantabre*.

Ajoutons que le gouvernement, après avoir mis sur pied une armée si nombreuse, laissa dans les parcs 40,000 fusils inemployés, acquit 40 canons Plasencia, établit et fit fonctionner des ateliers pour les construire, acheta 5,000 chevaux en peu de temps, envoya dans le Nord en quelques jours 1,400,000 rations quand on ne lui en demandait que 1,000,000; réunit pour l'expédition de Pampelune 54 bataillons, quand il n'en fallait que 40, laissa en disponibilité 162 pièces d'artillerie dans les parcs, 100 millions de cartouches dans les magasins, diverses fabriques fonctionnant, et 7 millions de réaux dans les caisses publiques.

Ce fut dans cette situation que le ministère Canovas trouva le pays.

La Restauration triomphante après le *pronunciamiento* de Martinez Campos et de Jovellar, trouvait donc l'Espagne dans une situation bien différente à celle où elle était après le coup d'État du 3 janvier 1874. L'administration était réorganisée, les carlistes étaient poursuivis partout; les impôts recouvrés, l'armée reconstituée, disciplinée, disposée à se battre ou se battant partout, nombreuse et enthousiaste, et ceci grâce au patriotisme de ceux qui n'avaient pas voulu combattre le mouvement mili-

taire qui rétablit sur le trône d'Espagne la famille de Bourbon.

Sans les changements soudains introduits dans les commandements de l'armée, dans l'administration publique, centrale, provinciale et municipale, le ministère Canovas aurait mené à bout l'œuvre du cabinet Sagasta, la guerre eût été terminée dès le printemps de 1875 ; les Cortès se seraient réunies et la nouvelle royauté aurait été accueillie par tous les partis, qui n'auraient pas ménagé leur part de gloire à Canovas ni à ses collègues. Malheureusement, en janvier 1875, on se mit à bouleverser tout : commandements militaires, administration, conseils provinciaux et municipaux, selon les tristes habitudes de l'Espagne, et cela à la hâte, sans avoir le temps de prendre les précautions nécessaires : on acceptait quiconque se disait alphonsiste de la veille et on laissait de côté les conservateurs éclairés, éprouvés dans les phases difficiles au moment de la grande détresse nationale, et dont le seul crime était d'avoir aidé, en 1874, les hommes de la Révolution dans leur tâche patriotique et désintéressée.

Il y avait aussi une autre cause de bouleversement. L'ancien parti modéré, vaincu en 1868, qui était demeuré dévoué à la dynastie tombée, demanda avec raison une part dans le gouvernement de la Restauration ; il fallut la lui donner, et cette con-

cession entraîna fatalement le nouveau ministère dans les voies de la réaction, que Canovas voulait éviter; mais comment y serait-il parvenu, lorsque les modérés remplissaient les ministères, les préfectures, les places de toutes sortes, et qu'ils possédaient une force incontestable dans les municipalités et les conseils de province. Tout cela formait le grand obstacle à une restauration sage, prudente et libérale.

C'est pour ces divers motifs que le ministère fut amené à faire, par de simples décrets, de graves réformes dans la constitution politique et dans l'organisation des pouvoirs publics, restreignant la liberté de la presse, supprimant les journaux républicains, fermant les cercles politiques des partis opposés, mettant toutes les entraves possibles à la liberté religieuse, supprimant, ou à peu près, le mariage civil et introduisant ainsi une profonde altération dans les mœurs de la famille, portant une grave atteinte au pouvoir judiciaire, seule force restée debout dans les temps d'orage, grâce à Salmeron, commençant, en un mot, la réaction.

Ainsi, une politique de concessions fut la politique de Canovas, esprit doctrinaire par tempérament et par nature, qui faisait de la Restauration un drapeau doctrinaire, mais qui n'aboutit pas à le faire accepter sans condition des libéraux de toute espèce, et qui ne réussit pas à former une grande

fraction politique pouvant jouer un rôle intermédiaire entre la révolution et la réaction.

A la politique de Canovas, quoique ne fusionnant pas ensemble, se rangèrent, dès le principe, presque tous les modérés, hormis ceux qui défendaient encore l'unité catholique (après la guerre ils se fondirent avec les carlistes pour former l'extrême droite), une grande partie des anciens unionistes et des constitutionnels détachés de leur parti après la Restauration. De cette majorité peut et doit naître un parti conservateur avec une certaine teinte libérale, mais, à vrai dire, les efforts tentés pour le constituer solidement ont échoué jusqu'à présent, faute de doctrines homogènes et d'un programme commun en dehors du principe dynastique.

P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

JUNTA DE ANDALUCÍA

III

LA LITTÉRATURE ET LA SCIENCE

L'histoire de la littérature en Espagne est suffisamment connue ; nous n'avons pas besoin d'y revenir. Ticknor, Amador de los Rios et bien d'autres en ont rassemblé avec talent les données éparses et recueilli de précieux renseignements. Nous nous proposons seulement de montrer l'état présent de cette littérature, comment elle se rattache aux traditions glorieuses du passé et quels hommes elle a produits.

La poésie et la prose sont riches de belles œuvres, soit en poésie lyrique et dramatique, soit en histoire, en politique, en sciences, beaux-arts, critique, romans. On ne s'attendait pas à rencontrer cette abondante moisson chez une nation si éprouvée par les secousses révolutionnaires et qu'on aurait crue épuisée, amoindrie par le fanatisme religieux ou par les pratiques de l'absolutisme. C'est un spectacle merveilleux que celui de ce pays, faisant éclore

tant de fleurs et montrant une telle vitalité au milieu du fracas d'une guerre civile incessante, qui avait paralysé les mouvements de l'industrie et tari les sources de la production nationale.

Il est triste de voir méconnaître cette littérature espagnole contemporaine, si riche par la forme et par le fonds, si féconde et si originale, et presque ignorée dans un coin de l'Europe. C'est à peine si on lui accorde la faculté de produire, et presque toujours on lui dénie celle d'égaliser les œuvres qui ont fait sa gloire. Que l'étranger impartial s'y arrête un instant, et, comme nous, il rapportera de son examen des impressions toutes différentes.

Le roman, délaissé il y a quelque temps, fleurit de nouveau. Il y a eu dans ce genre, comme en d'autres pays, excès de production : une foule d'auteurs l'ont adopté comme une sorte de gagne-pain, et ce qu'ils ont livré au public est trop hâtif pour pouvoir être bon. Nous n'en parlerions pas, si, à côté de cette fécondité intarissable de la médiocrité, l'on n'avait à signaler des écrivains qui ont su mériter l'estime et le respect de leurs lecteurs. Naturellement, les meilleurs ne sont pas les plus féconds, et à peine, dans l'encombrement des romans historiques ou purement d'imagination, peut-on citer quelques œuvres de choix dignes du nom de romans.

Le plus populaire des romanciers espagnols est

Fernandez Gonzalez : les ouvrages intitulés *Men Rodriguez de Sanabria*, *el Cocinero de Su Majestad*, *los Hermanos de la Costa*, et d'autres encore, réunissant l'originalité, l'imprévu des événements à la variété des types et à l'éclat du style, lui font une place à part. Il est dommage de voir une imagination si féconde se détourner du bon chemin, se perdre dans des intrigues impossibles, et sacrifier une réputation acquise à l'unique plaisir de produire beaucoup en peu de temps.

Pour la fertilité d'invention, Gonzalez n'a pas de rivaux ; mais, sous le rapport de la forme, de la peinture des mœurs ou des sentiments, de l'analyse des passions ou du développement des caractères, il cède le pas à d'autres écrivains. Tout d'abord, je citerai Juan Valera, l'un des esprits les plus cultivés et les plus fins que je connaisse. Académicien et homme politique, il a donné mainte preuve de ses connaissances variées, de sa verve pleine de vivacité, de son esprit caustique, tant comme journaliste que dans ses poésies et ses études scientifiques et littéraires. Ses articles de *la Revue d'Espagne*, et surtout ses derniers romans, *Pepita Ximenez* et *les Illusions du docteur Faustino*. Il est difficile de réunir à la fois plus d'érudition et de délicatesse ; on y sent bien les retouches, et le reproche qu'on pourrait faire à cet auteur est une tendance trop forte au réalisme et un amour exagéré de la forme.

Comme poète et romancier, Alarcon (Pedro-Antonio), élu récemment de l'Académie, tient un rang distingué. D'une intelligence moins cultivée que Valera, il est plus enthousiaste, et s'il n'a pas le style classique de celui-ci, il en a la causticité, avec plus d'imagination et de fantaisie peut-être. Ses principes ne paraissent pas d'une rigueur inflexible, et on serait fort embarrassé, après avoir lu, de le représenter comme un partisan des idées libérales ou un *regretteur* du temps passé. Rien de plus beau que le *Final de Norma* ou *el Sombrero de tres picos*. Rien de plus pittoresque que son livre sur *las Alpujarras*, véritable tour de force, dans lequel il a rempli six cents pages d'une lecture attrayante, en décrivant des paysages sans arbres, sans fruits, sans fleurs, sans eau, avec l'éclatant coloris de Diaz et les profils tranchés des dessins de Gustave Doré. Il ne faut pas oublier les deux ouvrages qui l'ont rendu célèbre : *Journal d'un témoin de la guerre d'Afrique* et *Voyage de Madrid à Naples*. Je ne crois pas que sa dernière publication, *el Escándalo*, soit aussi heureuse; peut-être une crise s'opère-t-elle dans l'esprit de cet écrivain, et dans ce cas, *el Escándalo* serait le premier gage d'une nouvelle manière.

Le roman historique est représenté par un auteur d'un grand mérite, Perez Galdos, qui est aussi un journaliste distingué. Il publie actuellement une

série de tableaux historiques de l'Espagne depuis le commencement du XIX^e siècle, et ses descriptions sont frappantes par la vérité des détails et la connaissance approfondie de cette époque critique de la société et de la politique. Cánovas del Castillo, cet esprit universel, a écrit quelques romans. Correa, journaliste plein de finesse et de vivacité, est l'un des hommes les plus spirituels; les *Rosas y Perros* témoignent excellemment de la tournure de cet esprit original, épris des antithèses et des comparaisons. Castro y Serrano manque de vigueur dans ses créations, mais la pureté de style, la grâce et le brillant des peintures, le fini des détails, leur prêtent un charme particulier.

Avant de traiter des autres genres de littérature, nous devons appeler l'attention de nos lecteurs sur le mouvement scientifique qui s'est produit en Espagne depuis 1868. La liberté d'enseignement, promulguée par la Constitution, a été l'objet de critiques injustes. Cette réforme s'est opérée, tant à Madrid que dans les provinces, avec une rapidité singulière, et de nombreux cercles ont été ouverts. Le progrès a été des plus marqués à Malaga, à Grenade, à Barcelone, à Séville. Les conférences publiques et les études incessantes sur toutes sortes de sujets ont étendu et vulgarisé les connaissances; de nouvelles revues, des publications spéciales ont vu le jour. A Madrid, par exemple, outre les grands

journaux, où paraissent de temps en temps des études sérieuses, il y a plusieurs revues et magazines consacrés aux sciences, aux arts, à la littérature ou à des recherches techniques. Nous citerons *la Revista de España*, *la Revista Europea*, *la Revista de obras públicas*, *el Boletín*, revue de l'Université de Madrid, *la Ilustracion española y americana*, *la Academia*, *la Revista de los caminos de hierro* (Revue des chemins de fer), *la Revista de minas*, *la Revista de Andalucía*, fondée et dirigée par M. Tubino, *la Raza latina*.

Ces revues ont donné partout une impulsion très-grande au développement de la science, des arts, de la politique, des connaissances de toutes espèces ; à tel point qu'on pourrait mesurer la culture et les progrès d'une nation à l'importance et au nombre de ses revues.

En Espagne, la revue est de date récente, mais ses commencements ont été heureux. Jusqu'en 1868, il y eut des tentatives infructueuses pour en fonder. C'est à peu près à cette époque que débuta *la Revista de España*, où M. Albareda fit preuve d'une constance et d'une activité rares. Sa collection renferme des travaux originaux souvent remarquables sur des questions d'histoire, de science, d'arts, d'industrie, de philosophie, même de bibliographie. La partie politique y a toujours été rédigée par des conserva-

teurs libéraux. C'est assurément, en Espagne, la revue qui est le plus à la portée du grand public, et cette raison suffit à expliquer la faveur qui l'a accueillie.

El Boletín (le Bulletin), *revista de la Universidad central*, fut, dès son apparition, une revue essentiellement scientifique; peut-être était-ce une publication pour laquelle le pays n'était pas assez mûr, et malgré les efforts des professeurs de l'Université qui y travaillaient, elle ne réussit pas et la publication en fut suspendue. Cependant elle avait reçu un encourageant accueil dans l'Europe savante, et l'on put s'apercevoir que le mouvement intellectuel était étudié non-seulement chez les nations voisines, comme la France, mais aussi en Allemagne, en Angleterre et en Italie.

Une autre revue de fondation récente et qui a pris un rang honorable, c'est *la Revista europea*; elle a publié de remarquables travaux dus à des écrivains étrangers et espagnols, principalement sur les grands problèmes de la science moderne et sur la philosophie de l'histoire.

La Revista Contemporanea a été fondée en 1877, sous la direction de M. Perojo, auteur d'un livre sur la science et la politique en Allemagne.

La Race Latine, qui paraît en deux langues, est dirigée par M. Valero de Tornos; elle contient de bons articles écrits par des Français et des Espagnols et semble destinée à vivre longtemps.

La *Ilustracion* est, en son genre, une merveille et n'a rien à craindre de la comparaison, au double point de vue des dessins et des gravures, avec les publications analogues de l'étranger. On peut dire qu'il n'y a pas en Espagne d'ouvrage périodique illustré d'un mérite supérieur au sien : c'est là qu'on reproduit les chefs-d'œuvre de l'art et de l'industrie, les événements du jour, les portraits des célébrités nationales ou étrangères. Quant à sa rédaction, elle se compose de notices littéraires ou biographiques, de poésies, de romans et de nouvelles. On peut dire que l'élite des littérateurs espagnols a contribué au succès de cette publication, si habilement dirigée par M. Abelardo de Cárlos.

Je ne me souviens plus si c'est dans l'*Ilustracion* ou dans le feuilleton de l'*Impartial* que j'ai lu certains articles d'un sentiment exquis, signés Maria de la Peña, pseudonyme qui cache une belle et grande dame de Madrid, et je ne sais ce que je dois le plus admirer de son talent ou de sa modestie, de la fraîcheur de ses tableaux ou de la finesse de ses jugements.

Il y a un proverbe espagnol qui dit : Poètes ou fous, nous le sommes peu ou prou ! Pour la poésie, il faut avouer que le proverbe a raison. Les Espagnols sont essentiellement organisés pour la poésie. Elle se retrouve partout, dans leur histoire, dans leur caractère, dans leurs traditions, dans leur

idiome, dans leurs monuments, dans leurs légendes.

La poésie espagnole est certainement la plus riche du monde, car il ne faut pas oublier que le peuple qui a produit les Romanceros est aussi celui qui a chanté toutes les nuances du sentiment dans les maîtres les plus variés : *Silva, Serena, Octave, Tercet, Quintilla, Seguidilla, Redondilla, etc.*

Une littérature dont les traditions poétiques sont si nombreuses, a naturellement une grande abondance d'œuvres lyriques et dramatiques. Garcia-Gutierrez, José Zorrilla, Campoamor, Nuñez de Arce et Trueba, tiennent sans contredit le premier rang dans la poésie lyrique de notre époque.

Zorrilla a une réputation européenne ; Trueba a écrit des idylles pleines de douceur et de charmes, et Campoamor, de petits poèmes pleins de grâce et d'imagination.

Le genre de ce dernier est devenu populaire et restera son meilleur titre de gloire, malgré les critiques amères qui l'ont accusé d'une imitation servile. M. Nuñez de Arce a cultivé tous les genres de littérature avec le même bonheur. Il a fait paraître dernièrement un volume intitulé *Los Gritos del Combate*, où l'on trouve, après un magnifique discours en prose sur l'état social, politique et littéraire de l'Espagne moderne, des poésies qui dénotent une âme enthousiaste, mais un peu tournée

à la *désespérance*. L'élégie à Rios Rosas, dont il rappelle par moments l'énergie et le style nerveux et enflammé, respire à la fois la tristesse et une mâle vigueur. Son *Miserere* est le plus beau poëme qu'ait pu inspirer la résurrection des morts. Son *Raimundo Lulio* est un récit tenant de l'épopée.

Alarcon et Valera, Molins et Santos Alvarez ont aussi cultivé la poésie; à l'exception de celui-ci, ils ont fait mieux en d'autres genres.

Balaguer, le félibre catalan, est bien connu. Ses œuvres, d'une douceur infinie, adorables de simplicité, sont presque populaires parmi nous dans le midi de la France: il n'y a pas d'amateur provençal qui ne sache par cœur quelques vers de ce troubadour du moyen âge, égaré en plein XIX^e siècle. Son *Histoire de la Catalogne et de l'Aragon* le place à juste titre à côté des bons historiens.

Le nombre des poètes lyriques est incalculable en Espagne. Chaque jour un nom nouveau surgit à l'horizon: c'est Louis Alphonso, Perez de Gusman, Gimard de la Rosa, Carrion Torris, M^{lle} Barrientos qui suit les traces de M^{me} Coronado et de M^{me} Avellaneda, et quelques autres que j'oublie involontairement.

La poésie lyrique en Espagne ressemble, à quelques exceptions près et cela faute d'un idéal, à l'explosion, à la *débâcle*, pourrais-je dire, d'un sentimentalisme légèrement banal. C'est à peine si l'on

peut soupçonner le but des aspirations et des rêves des poètes. Chez Nuñez de Arce cependant, on voit déjà poindre l'aurore de nouveaux horizons, sans doute parce que ses chants ont une tendance politique et que pour l'âge actuel, le problème éternel de l'âme paraît se restreindre à chercher des solutions purement politiques.

C'est surtout à la scène que la régénération de la littérature espagnole a été complète; c'est là que les écrivains ont vraiment donné des preuves d'indépendance. Rompant avec les principes classiques de l'école des *Afrancesados*, et se dégageant de l'imitation qui avait amené la décadence du théâtre, un groupe courageux, composé de Breton de los Herreros, de Gil y Zarate, de Hartzenbusch et de Zorrilla, remonta jusqu'au xvii^e siècle et s'efforça de rattacher la scène moderne aux noms glorieux de Lope de Vega, de Calderon et de Cervantes. Manuel Breton de los Herreros, mort en 1873, a laissé une œuvre considérable, plus de cent cinquante comédies ou drames; parmi ses pièces originales, presque toutes consacrées à peindre les mœurs bourgeoises, on remarque les suivantes : *Marcela a Madrid me vuelvo*, *Todo es farsa en este mundo*, *Muérete y veras*, *Fernando el emplazado* et *Belido Dolfos*. Antonio Gil y Zarate, qui avait précédé Breton dans la tombe, fut plus hardi et plus original. — Eugenio Hartzenbusch, l'auteur des *Amants de*

Teruel, est le moins brillant des trois ; toutefois, il a de l'érudition, une invention vive, un style correct et harmonieux. Il dirige aujourd'hui la bibliothèque royale de Madrid. Quant à Zorrilla, qui s'est fait dans la poésie une place à part, il a écrit pour la scène d'excellentes comédies dont les meilleures sont *el Zapatero y el Rey* (le Cordonnier et le Roi) et *A buen juez mejor testigo* (A bon juge, meilleur témoin), qui rappellent le vieux genre espagnol. Son *Don Juan Tenorio* est aussi digne d'éloges.

Il est regrettable que deux écrivains dramatiques dont les débuts promettaient beaucoup, MM. Ventura de la Vega et Rubi, se soient laissés entraîner au courant politique. Hurtado a écrit plusieurs drames et quelques comédies, on y reconnaît partout le poète, mais on ne sent pas en lui une individualité bien tranchée; le style, le sentiment, l'expression, se modifient sans cesse sous sa plume : on dirait un esprit en proie à des crises perpétuelles et puisant son inspiration un peu au hasard.

Ayala et Nuñez de Arce ont beaucoup de points de contact, par la tournure des phrases, par la vérité des expressions et par le fini des caractères. *El Tejado de Vidrio*, *El Nuevo don Juan*, *El Tanto por Ciento*, ont consolidé la réputation d'Ayala, qui prend aussi rang parmi les premiers poètes de l'Espagne. Pour Nuñez de Arce, il promet de produire encore beaucoup, et l'on ne doit pas le juger

comme étant déjà parvenu à l'apogée de son talent, bien que la pièce *El Haz de leña* suffise à la gloire d'un écrivain.

Rètes et Echevarria ont signé plusieurs drames et même quelques tragédies en collaboration ; ils ont fait de beaux vers, mais je n'oserais pas les ranger encore parmi les dramaturges de premier ordre.

Il y a peu de temps, s'est révélé un nouveau poète, en même temps ingénieur distingué des ponts et chaussées, auteur de plusieurs ouvrages sur les mathématiques et sur la physique, membre remarquable de l'école économiste, député, ministre des travaux publics, puis des finances, s'étant placé, en un mot, dans les divers emplois qu'il a occupés, en première ligne. Qui aurait pensé, qu'après d'aussi graves études, il viendrait se faire applaudir sur un théâtre de Madrid ? C'est l'esprit le plus universel et le plus souple que l'on puisse imaginer. En deux ans, il a fait représenter d'abord sous un pseudonyme, ensuite sous son nom, Echegaray, trois drames et une grande comédie : *el Libro Talonario*, *la Esposa del Vengador*, *la Ultima noche* ; *En el puño de la espada*. Ces œuvres d'un mérite incontestable sont d'Echegaray, un véritable poète dramatique, à qui il manque un peu plus d'habitude de la scène pour agencer des drames plus vraisemblables, sans rien changer à la beauté de la forme qu'il possède. *Locura o Santidad* est sa dernière œuvre.

Quittant la poésie pour revenir à la prose, il faut convenir que l'Espagne a fait d'immenses progrès depuis quelques années, dans la culture intellectuelle. Après les membres des Académies, les historiens, les savants, qui sont les illustrations du pays, on trouve un certain nombre de centres littéraires, où toutes les connaissances humaines sont étudiées, où les discussions, les travaux collectifs ont servi à répandre la lumière sur toutes les classes et à former des hommes qui se tiennent à la hauteur du mouvement européen. Les Universités, les Athénées, les Cercles d'études, contribuent à former une jeunesse qui deviendra, comme elle l'est déjà, l'espérance de la patrie.

Les économistes composent un groupe politique peu connu avant la révolution et qui a acquis de l'importance. Nul ne peut méconnaître le talent et la portée d'esprit de MM. Figuerola, Rodriguez (Gabriel), Echegaray, Moret et Prendergast.

Les cercles philosophiques sont une arène d'un autre genre où se sont révélées des individualités remarquables : Salmeron, Castelar, Moreno-Nieto, Cánovas, Castro (Frederico), Pidal, vicomte del Ponton, Vidart, Giner de los Rios, Revilla, Fernandez-Jimenez, etc. Les systèmes modernes ont leurs représentants dans cette brillante pléiade. Il faut avouer pourtant que l'école qui est arrivée à réunir le plus d'adeptes est celle de Krause,

trop blâmée par les conservateurs, qui ont voulu rendre un système purement philosophique responsable des torts d'une ou deux personnes regardées comme krausistes. Sans doute, ces critiques ignoraient que le krausisme est mieux qu'un ensemble de vérités scientifiques : c'est une méthode organique de la science. Il est à espérer que, malgré l'injuste persécution exercée contre quelques hommes de mérite et même peut-être aussi à cause de cette persécution, les études de la philosophie et de la science progresseront davantage encore et que les héritiers de Louis Vivès, Balmès, Donoso-Cortès, Rey et Sanz del Rio, conserveront les traditions de leurs devanciers.

Toutes les carrières professionnelles ont produit des hommes d'une valeur réelle et l'on peut dire que jusqu'à la révolution de 1868, toutes les célébrités politiques, littéraires, philosophiques, scientifiques, devaient précisément se chercher dans les universités ou les écoles des ponts et chaussées et des mines; de là étaient sortis des élèves tels que Cortina, Olózaga, Alonso Martinez, Cánovas, Alvarez (Cirillo), Bugallal, Martos, Rivero et le marquis de Sardoal, pour la faculté de droit de l'université de Madrid; Sagasta, Lucio del Valle, Saavedra, Echegaray, Elduayen, Pastor et Morer, pour l'école des ponts et chaussées; De Prado (Casiano), Peñuela et d'autres, pour celle des mines.

Cette légère esquisse permettra de juger des progrès de l'Espagne actuelle. Dans quelques années, la paix aidant, elle sera un foyer de science, comme elle fut de tous temps un foyer d'inspiration pour ses artistes.



P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

IV

LES JOURNAUX ET LA LITTÉRATURE POLITIQUE

Il y a peu de nations où la politique soit l'occupation d'un aussi grand nombre de personnes qu'en Espagne. Celles dont le commerce, l'industrie, l'art ou les devoirs professionnels n'absorbent pas tous les moments, celles-là ont toujours eu un grand attrait pour la politique. D'ailleurs, en Espagne comme partout, elle est le principal sujet de causerie des désœuvrés. Outre les personnes graves qui se sont vouées à la vie politique ou celles qui ont été entraînées par le mouvement, il faut tenir compte des masses populaires, enthousiastes et ardentes dans leur amour et dans leur haine. Ces masses en viennent aisément à s'intéresser aux affaires publiques; elles ont été mal dirigées au commencement de la révolution; leur éducation politique a été faussée, car on a flatté leurs tendances socialistes ou communistes pour les engager à soutenir la république fédérale. Leur rôle dans la politique active

pourrait être regrettable si, à côté de cette propagande intéressée, la discussion des faits dans les journaux, aidée de la vulgarisation des connaissances générales, n'était pas venue éclairer les problèmes sociaux, rectifier les idées morales et arrêter le renouvellement des excès populaires.

On doit donc être reconnaissant envers la presse libérale qui a mené, dans ces jours d'épreuves, une campagne incessante contre les chimères démagogiques, et qui a essuyé l'impopularité et la haine des masses fanatisées, en défendant courageusement la société contre le débordement et la licence. Quoiqu'on puisse dire, la liberté de la presse a produit de bons fruits en Espagne, car si elle a donné l'essor aux idées monarchiques dans des journaux comme *El Combate*, elle a aussi arraché les classes aisées à leur torpeur, elle les a mises sur leurs gardes; elle a accoutumé le peuple, bercé jusque-là dans l'ignorance, aux idées nouvelles. Alors la société espagnole a pu recueillir les fruits de la discussion.

Cette licence a entraîné la presse républicaine dans des sentiers difficiles, et, lorsque le gouvernement de Castelar se trouva en face de certains publicistes qui blâmaient les mesures d'ensemble, qui condamnaient les actes patriotiques et réclamaient l'anarchie dans des formes plus ou moins explicites, il dut prononcer des peines sévères contre les

journaux qui dépassaient le but, et il dut rétrécir le champ des sujets permis à la discussion et couper court au développement de telles doctrines qui mettaient en danger l'ordre moral et social, et encourageaient les ennemis de la patrie, à Cuba ou dans la Péninsule, à persévérer dans leur révolte. Depuis, la presse est restée sous la surveillance du gouvernement, et il est permis d'espérer que les nouvelles Cortès mettront fin à un état de choses aussi nuisible que blâmable. Car, si la licence de la presse amena des excès qui obligèrent Castelar en 1873 et Sagasta en 1874 à l'arrêter par des mesures de rigueur, rien ne peut désormais excuser un pouvoir qui a multiplié les entraves opposées aux manifestations de la pensée. Puisque la guerre civile est domptée, c'est une preuve que l'ordre social est hors de péril. Une solution monarchique définitive semble avoir suivi l'ère des gouvernements provisoires, et lorsqu'un gouvernement sage et éclairé n'a plus d'excuse pour exercer sa dictature, il doit rétablir en son entier le système représentatif.

La presse espagnole, réduite au silence ou à peu près, supporte aujourd'hui la peine de ses propres égarements. Elle a pourtant à Madrid et dans les provinces des représentants de toutes nuances de la politique multiforme de ce pays. Les journaux conservateurs n'ont pas tous, il s'en faut, été sans re-

proche avant la rude période de l'anarchie, et quoiqu'ils aient combattu les idées démagogiques, tous n'ont pas eu la sagesse de conseiller une conduite prudente à leurs partis respectifs. Peut-être la dynastie d'Amédée ne serait-elle pas tombée sans la coalition des républicains, des monarchistes radicaux, des modérés et des carlistes que la presse encouragea, prodiguant les menaces au trône et la calomnie aux constitutionnels qui étaient pour le moment son plus ferme appui.

Mais oublions ces torts réciproques, dont tant de pays ont donné l'exemple, et constatons que la presse, au moment où le danger était imminent, parut se réveiller; hélas! il était trop tard.

Parmi tous les journaux de l'Espagne, le plus ancien est *el Diario de Barcelona* (le Journal de Barcelone), qui se publie dans la capitale de la Catalogne. Les correspondances de Madrid et de l'étranger sont remarquables, non-seulement par le style, mais surtout par l'exactitude des renseignements. En même temps que feuille de nouvelles et d'annonces, c'est une feuille politique, trop ardente peut-être pour son âge, et dont les idées sont parfois trop réactionnaires. C'est un des principaux organes du parti modéré.

A Madrid, plusieurs grands journaux représentent les différents degrés ou nuances du même parti, tels que *el Siglo* (le Siècle) *la España*

(l'Espagne), *el Tiempo* (le Temps), *el Pabellon nacional*. Presque tous ont été fondés après la restauration, car le problème politique de l'existence officielle des cultes était déjà résolu. C'est le premier ministère d'Alphonse XII qui a repris cette question constitutionnelle et qui, en conséquence, a réveillé les tendances presque entièrement étouffées des partisans de la réaction. Ces journaux (*el Tiempo* excepté) traitent les sujets religieux avec une extrême violence, et entament des polémiques avec une ardeur qui leur attire des lecteurs passionnés. On peut lire dans leurs colonnes les mandements des évêques ou tout ce qui émane de la curie romaine. Aussi s'exposent-ils tous les jours aux poursuites du gouvernement qui, tout en n'étant pas d'un libéralisme bien franc, s'est engagé à maintenir la tolérance religieuse.

Un peu plus libéral que ces derniers journaux, représentant le doctrinarisme dans toutes ses hésitations, arborant le drapeau du progrès, sans rompre toutefois avec les préjugés enracinés des conservateurs, *la Epoca* (l'Epoque) est le journal espagnol le plus répandu en Europe. Il a pour rédacteur en chef M. Escobar, reconnu par tout le monde pour un des premiers publicistes du pays, et qui joint le tact à l'esprit et à beaucoup de savoir-faire. On ne peut classer *la Epoca* dans aucun parti d'une façon bien définie. En tous cas, c'est un journal qui

a défendu l'ordre dans les temps mêmes les plus orageux et qui a soutenu la cause de la restauration actuelle durant toute la crise révolutionnaire. Il faut lui savoir gré de cette fidélité sans défaillance à une époque où les défections étaient à l'ordre du jour.

A côté de *la Epoca*, nous rangerons *la Politica*, fondée par M. Mantilla et dirigée à présent par M. Sedano, qui a continué de marcher dans les voies de son prédécesseur, journaliste d'un grand sens pratique. Elle compte d'anciens rédacteurs, comme M. Cuesta, qui ont une réputation bien établie, et des jeunes gens dont les débuts sont brillants, comme MM. Galvete de Molina, Antonio Armario, Manuel del Palacio, Ventura Ruiz Aguilera, etc. M. Sedano a réussi, avec son journal, à faire une chose plus difficile en Espagne qu'ailleurs, étant donnée la violence des passions : celle de soutenir une polémique de juste milieu avec les partisans de M. Canovas et l'opposition constitutionnelle.

A cette même nuance appartient *el Diario español* (le Journal espagnol) qui, sous la direction de M. Roberts et avec la précieuse collaboration de MM. Guijarro et Botella, défend la politique du ministère. C'est une feuille de grand format, la troisième, je crois, de l'Espagne. Autour de l'astre du jour, gravitent d'autres journaux de différentes

nuances ministérielles, mais dont l'existence est trop récente ou trop peu assurée pour qu'il soit utile de s'en occuper.

Tournons-nous vers l'opposition. En première ligne se trouve *la Iberia* (l'Ibérie), feuille de M. Sagasta, qui a une vie déjà longue et par conséquent accidentée. Elle a fourni de belles campagnes pendant les dernières années du règne d'Isabelle et dans les commencements de la révolution. Aujourd'hui, elle languit tant soit peu, et pourtant elle publie de temps en temps des articles remarquables; et, comme elle est le principal organe du parti constitutionnel, avec les *Debates* et la *Mañana*, c'est dans ses colonnes qu'on va chercher tout ce qui concerne ce parti.

Les républicains ont encore plusieurs journaux en Espagne, quoique la législation en vigueur sur la presse leur interdise de déployer leur drapeau : *el Globo*, *el Pueblo español* (le Peuple), rédigé par M. Garcia Ruiz, le ministre de l'intérieur du 3 janvier 1874; *la Nueva Prensa*, *la Gaceta de Barcelona* (la Chronique de Catalogne), qui paraît à Barcelone, *la Andalucia* de Séville, le *Diario Mercantil* de Valence, etc., etc... Ce sont, en général, des journaux bien rédigés, et qui font une opposition rationnelle, au point de vue de leurs idées. *La Nueva Prensa* s'est distinguée en plusieurs occasions sous la direction de M. Bañon et celle du jeune

M. Gimard de la Rosa, ensuite l'auteur des *Melodias de otros climas*, un début de maître, accompagné d'une admirable préface de Pi y Margall. *El Globo* publie très-souvent des articles de Castelar, et cela seul suffirait à sa réputation, si d'autres écrivains remarquables ne contribuait encore à le classer parmi les journaux les mieux rédigés de l'Espagne.

En dehors des feuilles déjà citées, il faut mentionner encore deux publications périodiques très-répandues et qui réunissent le plus grand nombre de lecteurs : *la Correspondencia de España* et *el Imparcial*.

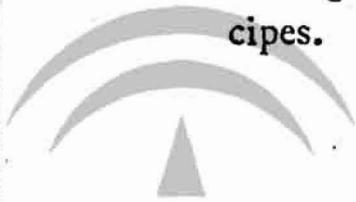
La première doit une popularité de longue date à sa qualité spéciale de journal de nouvelles; elle ne touche à la politique que par des entrefilets qui peuvent même passer pour des nouvelles. Dans sa carrière déjà ancienne, on ne compte qu'une campagne politique, entreprise lors de la révolution de 1868, pour soutenir la candidature du duc de Montpensier; du reste, elle fit honneur au désintéressement de son propriétaire, M. Santana. Ce journaliste (qu'un travail incessant et sa constance ont fait comparer à M. Coelho, directeur du *Diario de Noticias*, de Lisbonne), s'est élevé tout seul, d'une modique position à une grande fortune, d'autant plus respectable qu'elle a été acquise au grand jour par les moyens les plus honorables. Sa rédaction est composée de jeunes reporters instruits

et zélés, qui vont recueillir leurs renseignements aux sources les plus autorisées.

El Imparcial a de tout temps été politique; il a toujours défendu les principes les plus libéraux, mais il ne porte l'étiquette d'aucun parti, et c'est peut-être à cela et à son caractère de journal bien informé qu'il doit son succès. Il renferme d'ordinaire de bons articles dus à la plume de MM. Martin, Araus, Berazza, anciens députés, et à celle de MM. Mellado Pacheco, Mellado Figuera, Mentero Rios, ancien ministre de la révolution, Alcazar, Gasset y Artime. L'on peut dire de Gasset y Artime, son propriétaire, ce que nous avons déjà dit de M. Santana : il est arrivé au ministère par ses travaux. *El Imparcial* publie en outre, chaque lundi, une feuille purement littéraire, dont la lecture est des plus intéressantes. Là se trouvent à leur place des articles qui ont toujours une originalité incontestable. Les nouvelles du grand monde ont aussi leur chroniqueur à *la Epoca* : c'est M. Ramon de Navarette, qui, sous le pseudonyme d'Asmodée, a conquis en ce genre une place tout-à-fait à part. Celui de *l'Imparcial* est M. Fernandez Florez, qui signe Fernan Flor; ses revues hebdomadaires, semées de traits fins et heureux, assaisonnées de remarques piquantes, sont très-goûtées du public.

Somme toute, le journalisme est dignement représenté par des hommes politiques d'une haute

valeur; Rios Rosas, par exemple, mort malheureusement en 1871, l'orateur et l'écrivain le plus nerveux de l'Espagne moderne; Cánovas, Sagasta, Romero Ortiz, Ulloa, Escobar, Navarro-Rodrigo, Mazo, Rascon, Albareda, Nuñez de Arce, Valera, Gasset y Artime, Montero-Rios, Araus, Asquerino, Martos, Castelar lui-même, lui doivent une grande partie de leur avenir politique, de leur position, de leur renommée. D'autres, comme Borrego, le doyen de la presse espagnole et l'infatigable pamphlétaire, lui doivent moins assurément, mais sont dignes de louanges, par la défense constante de certains principes.



JUNTA DE ANDALUCIA

P.C. Monumental de la Alhambra y Generalife
CONSEJERÍA DE CULTURA

V

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET LES INSTITUTIONS LIBÉRALES EN ESPAGNE

Trois siècles d'absolutisme n'ont pu effacer le sentiment de l'indépendance en Espagne, ni la tradition de ses institutions libérales. Aujourd'hui, comme au temps de la domination romaine, l'organisation administrative et politique repose sur l'existence des municipalités; aujourd'hui, comme au temps des Goths, les assemblées sont la base de la législation et une garantie contre les empiétements du pouvoir royal.

Les monarchies constitutionnelles, de même que les républiques, reposent sur deux institutions, dont l'Espagne a joui pendant de longs siècles : l'indépendance de la commune et la souveraineté des assemblées. L'ancienneté de ces institutions, leur vétusté même, est une preuve éclatante de leur valeur et du respect qu'elles doivent inspirer à tous les hommes d'État. Les siècles n'ont pu les réduire

à la caducité; elles ont subi quelques variations de forme en rapport avec les exigences des temps nouveaux, mais elles subsistent toujours. La grande crise, qu'on pourrait appeler *la crise du système parlementaire*, de la guerre des communes, luttant contre le despotisme de Charles I^{er}, qui noya dans le sang les libertés de la Castille; l'échafaud dressé à Saragosse pour les défenseurs des privilèges de l'Aragon, du temps de Philippe II; l'amoindrissement de ces institutions, depuis lors sous la pression d'un absolutisme sans frein; les trahisons de Ferdinand VII et l'intervention française en 1823, n'ont pu réussir à étouffer le sentiment national, qui s'est réveillé à chaque crise importante de l'histoire. En face des abus de la royauté qui méconnaissait les droits du peuple, ou simplement le véritable caractère espagnol, des protestations s'élevèrent sans cesse de la part de ses représentants, et la guerre éclata entre les deux pouvoirs. Cette guerre a laissé dans l'histoire une trace profonde, digne d'étude pour ceux qui croient aux grandes destinées de l'Espagne. La liste des héros de la liberté s'ouvre avec Juan Párrilla et les autres *Comuneros*, Lanuza et les Aragonais qui partagèrent son martyre. Lorsque la révolution de 89 jeta en Europe les bases d'un droit nouveau, l'Espagne, se rappelant son passé, combattit pour ses principes traditionnels, et la liste de ses héros se compléta sous Ferdinand VII, par les

noms de Mina, Porlier, el Empecinado, Lacy, Riego et plus tard, Torrijos et Prim.

C'est en étudiant ces institutions qu'on peut comprendre la grandeur passée et l'avenir de ce pays, où la monarchie fut de tous les temps plus ou moins bornée par la souveraineté de la nation, où les princes, même ayant un droit légitime incontesté, ne se crurent jamais assurés de leur trône qu'en vertu du choix et de la reconnaissance des assemblées; où, d'après Martinez Marina, depuis Alphonse VIII et Alphonse IX, rois de Castille et de Léon, jusqu'à Charles IV, aucun monarque n'occupa le trône que par ce moyen. Et même lorsque la monarchie se fonda principalement sur l'hérédité, les assemblées ne renoncèrent pas d'une manière absolue au droit d'élection, puisqu'elles devaient acclamer le nouveau roi. Les principes les plus démocratiques se trouvent au fond de ces institutions, comme on peut en juger par la *Carta magna* d'Aragon, supérieur à l'*habeas corpus* de l'Angleterre, par la constitution des municipalités, par les Cortès de Léon et de Castille, par celles de la couronne d'Aragon, par le conseil des Cent de Catalogne; dans toutes ces institutions, l'amour et le respect de la liberté étaient la première condition du patriotisme.

Nous ne pouvons qu'esquisser l'histoire de ces assemblées et de ces municipes, histoire trop mé-

connue ou trop oubliée, mais qu'il est toujours à propos de rappeler, pour présager l'avenir. Ceux qui s'intéressent à cette étude peuvent consulter plusieurs ouvrages spéciaux, entre autres les *Chroniques* du moine de Silos, citées par tous les historiens espagnols, pour les temps anciens; l'ouvrage de Martinez Marina sur *les Cortès de Léon et de Castille*; un travail remarquable publié en 1835, par M. Viardot; l'*Histoire de la Catalogne et de l'Aragon*, de M. Balaguer, et l'*Histoire politique et parlementaire de l'Espagne*, par MM. Rio et Amat.

L'organisation municipale date du temps des Romains. On sait que les Romains organisèrent les provinces Espagnoles, comme toutes les autres, sous cette forme qui constitue le plus parfait des systèmes administratifs légués par l'antiquité; un nombre très-restreint d'engrenages entre le gouvernement central et les peuples conquis formaient tout le mécanisme politique. Les droits de Rome sur les provinces dont elle avait la suzeraineté étaient presque nuls, excepté la perception des impôts du sol et de la capitation, des péages et des douanes, avec quelques corvées. Ces impôts payés, les cités formaient une véritable fédération de petits états, ayant leur sénat ou municipalité pour l'administration intérieure, la levée des troupes, etc. Cette manière de gouverner explique la durée de

la domination romaine qui respectait l'indépendance du pays, et fait comprendre comment l'organisation municipale s'engréna dans la vie de l'Espagne, subsista même après la chute de l'Empire romain, pendant la domination des Goths et des Arabes, et on la trouvait même sur quelques points du territoire, au commencement du xvi^e siècle : en ce temps encore, quelques communes se refusaient en effet à accepter des rois d'autre suzeraineté que celle qu'elles avaient acceptée des empereurs romains.

C'est à cette ancienne fédération que l'Espagne est redevable de ce fier sentiment d'indépendance que l'on constate dans son histoire, de ce patriotisme qui l'a toujours poussée à se défendre contre les envahisseurs, de cette énergie qu'elle a montrée pour repousser les empiétements du pouvoir, de cette volonté tenace de reconquérir sa liberté dans toutes les grandes crises de l'absolutisme, et même de ce système de guerroyer par de petits corps d'armée, qu'il serait impossible d'établir soudainement dans un pays qui n'aurait pas l'habitude de la décentralisation. Ces avantages sont dus à la forte institution des municipalités.

Dans l'histoire des assemblées en Espagne, après celles que les villes formaient de temps à autre déjà sous les Romains, il faut signaler cinq périodes :

1^o Monarchie élective;

- 2° Monarchie patrimoniale;
- 3° Monarchie mixte héréditaire;
- 4° Monarchie absolue;
- 5° Monarchie représentative.

Examinons rapidement ces différentes périodes.

Monarchie élective. — V^e-IX^e siècle.

Après la grande transformation sociale de l'Europe par l'invasion des barbares, qui devaient fonder les nationalités modernes sur les ruines de l'unité absorbante de l'empire romain, l'Espagne s'organisa sous la forme monarchique. Vainqueurs et vaincus se fondirent en peu de temps, et l'assemblée des anciens chez les Goths se transforma en assemblée législative qui, sous le nom de CONCILE, régla toutes les affaires. Les décrets de ces conciles forment une grande quantité de lois, un véritable *corps de droit*. Là où tout homme libre était soldat, dans une société essentiellement militaire, la représentation nationale était complète, lorsque le clergé et l'armée étaient appelés. Les conciles étaient donc une représentation nationale, et dans les séances on y discutait séparément les affaires de l'Église et celles de l'État.

L'autorité des conciles était immense. Les rois étaient élus par tous les hommes libres; mais c'étaient les conciles qui déterminaient la forme et le

jour de l'élection, ainsi que les garanties du vote. Il n'est donc pas exagéré de dire que le concile donnait la couronne, et fixait même les circonstances dans lesquelles un roi pouvait et devait la perdre¹. Le concile avait aussi la faculté d'approuver les impôts et de décréter les lois. C'est l'ensemble de ces lois qui constitue le *fuero-juzgo*, code qui gouverna l'Espagne pendant des siècles, et qui servit de base à tous ceux qu'on trouve dans la législation espagnole : les sept *partidas*, les lois de *toro*, le *fuero real* et la nouvelle *recopilacion*.

Ainsi, l'égalité devant la loi était déjà un principe reconnu. La nation disposait, par les représentants, de ses destinées, fixait son budget, et la plus simple élection était entourée de garanties solides.

Monarchie patrimoniale. — X^e-XIII^e siècle.

Lorsque Léon et les Asturies se réunirent sous le sceptre d'Ordoño II, les rois purent choisir leur successeur, et même partager leurs États entre leurs enfants; la monarchie élective devint patrimoniale, car la nation était considérée comme le patrimoine du roi. Ce n'était pas cependant une monarchie absolue; c'était une conséquence forcée du régime féodal, d'où devaient surgir les nationalités diverses du

1. On peut voir à ce sujet les lois du quatrième concile de Tolède, qu'on appliqua lors de la déchéance de Suintila.

moyen âge. Les peuples conservèrent leur représentation dans les conciles d'abord, dans les *curies* plus tard, lorsqu'on sépara les affaires religieuses des affaires politiques; les nouvelles assemblées prirent un caractère plus solennel.

Les conciles devaient se réunir pour tout événement important, et le partage du patrimoine n'avait nulle validité sans le consentement de l'assemblée, de même que le nouveau roi ne pouvait être couronné sans prêter serment; la paix et la guerre dépendaient également de l'assentiment de l'assemblée.

Cette période a une grande importance dans l'histoire, puisque les assemblées s'imposent aux rois en exprimant les vœux de la nation, et en exigeant d'eux des garanties de fidélité aux lois. Le règne d'Alphonse VI en est la preuve : il forme une sorte de synthèse des sentiments nationaux à cette époque, et la *Jura en Santa Gadea* mériterait, par cela seul, d'être restée comme la légende dramatique de ces siècles, où la poésie et la peinture ont puisé une inspiration large et élevée.

Monarchie mixte héréditaire.

Le tiers-état avait déjà pris une place dans les conciles, et la puissance du clergé et de la noblesse avait diminué peu à peu, par la nécessité où les

rois s'étaient trouvés de chercher dans le peuple une aide contre l'ambition des seigneurs et des hauts barons. Cette même nécessité qui avait consacré en France, sous Louis VI, l'indépendance des communes, amena en Espagne la représentation des communes à l'assemblée par l'envoi de leurs *procuradores*, ce qui constitua les vraies *Cortès*. La monarchie comprit alors que sa force était dans l'unité nationale, et elle devint réellement héréditaire et unique sous Ferdinand III, qui ouvre cette période et que l'Église a proclamé *saint*.

Le système politique de l'Europe actuelle ressemble à l'organisation de l'Espagne à cette époque. Les communes, indépendantes comme au temps des Romains, choisissent leurs procureurs ou députés aux *Cortès*, qui siègent d'abord avec la noblesse et le clergé, mais qui plus tard, au xv^e siècle, composent à eux seuls l'assemblée nationale chargée de garantir le pacte entre le monarque et ses sujets, et de soutenir tout le poids du pouvoir législatif.

Le roi jurait de faire observer toutes les décisions des *Cortès*, et tout ordre du roi qui était en désaccord avec les votes des *Cortès* (d'après une loi faite à Medina del Campo en 1305) n'avait aucun effet. Les anciens *prohombres* d'Aragon, recevant le serment du monarque, lui disaient cette phrase qui, quoique moins fière que celle empruntée à la tradition, est cependant assez expressive : « Nous, qui